



EUROPEAN PARLIAMENT
Friends of a Free Iran Intergroup (FOFI)

Les Amis d'un Iran Libre

Les plans du régime iranien visant à déplacer les résidents du camp d'Achraf à l'intérieur de l'Irak préoccupent les eurodéputés



Message du Vice-président

En tant qu'institution politique représentant la population européenne, le Parlement européen a suivi de près les événements concernant le peuple iranien et sa résistance pour l'instauration de la démocratie et des droits de l'homme. Notamment, un grand nombre d'eurodéputés de divers partis politiques ont accordé une attention particulière à la coalition des forces de l'opposition démocratique, le Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI), et la force axiale de la résistance, l'organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI). Ces parlementaires ont déclaré à maintes reprises leur soutien au CNRI, à ses objectifs et son programme politique.

Ces dernières années, les députés ont également gardé un œil attentif sur la situation de 3.400 membres de l'OMPI résidant au camp d'Achraf en Irak et les menaces posées à leur encontre par le régime iranien. Des délégations du Parlement européen ont visité ce camp à plusieurs occasions entre 2004 et 2008.

Une résolution du Parlement européen, adoptée le 24 avril 2009, appelle le gouvernement irakien à respecter les droits des résidents d'Achraf conformément à la Quatrième Convention de Genève, à lever le blocus injuste imposé au camp depuis le début de 2009, et à s'abstenir d'expulser ou de déplacer de force les habitants à l'extérieur ou à l'intérieur de l'Irak.

Les attaques des 28 et 29 juillet par les forces armées irakiennes contre le Camp d'Achraf ont été un rappel douloureux de la validité des préoccupations justifiées du Parlement européen sur le sort des résidents d'Achraf.

L'attaque contre les habitants sans défense et sans armes du camp a fait 11 morts, plus de 500 blessés, et 36 pris en otage.

L'attaque a été lancée à la demande des dirigeants religieux en Iran, qui l'avait planifiée depuis des mois. Le 28 février, le guide suprême du régime religieux, Ali Khamenei, avait dévoilé un accord bilatéral entre le régime et le gouvernement de l'Irak pour détruire Achraf.

L'attaque contre Achraf s'inscrivait dans les efforts plus larges de Khamenei pour surmonter et contrôler le soulèvement du peuple iranien et les manifestations de masse contre la théocratie dans sa totalité et en faveur de l'instauration de la

démocratie. Ces manifestations, qui ont débuté en juin, ont provoqué un séisme politique en Iran.

Les protestations et leur persistance ont clairement démontré l'extrême agitation de la société iranienne, ainsi que l'instabilité profonde qui secoue le régime. Dès que le soulèvement national en Iran a commencé à faire trembler les fondations du régime des mollahs, Khamenei a tenté de supprimer Achraf comme une condition préalable à la répression du soulèvement.

Le 7 octobre, à la suite d'une campagne internationale condamnant ce crime contre l'humanité, et grâce à la détermination des résidents d'Achraf et des 36 otages qui ont maintenu une grève de la faim de 72 jours, dont les sept derniers jours sans eau, les otages ont finalement été libérés et sont rentrés à Achraf, à quelques heures à peine d'une mort imminente.

Mais de nombreuses préoccupations subsistent encore sur le sort des résidents du camp. Ayant échoué dans ses complots contre Achraf, le régime clérical presse fermement le gouvernement irakien de déplacer les résidents d'Achraf vers des régions non sécurisées et dangereuses d'Irak dans le but de massacrer les habitants.

Le 11 novembre 2009, la situation d'Achraf et le statut du soulèvement du peuple iranien contre la théocratie fasciste ont été discutés lors d'une réunion parlementaire au Parlement européen, suivie par un nombre important d'eurodéputés représentant divers groupes politiques.

Mme Maryam Radjavi, présidente élue de la Résistance iranienne a été l'oratrice principale de cette réunion parlementaire, durant laquelle les députés ont exprimé leur solidarité avec le soulèvement de la population iranienne et condamné sa répression brutale par le régime. Ils ont réaffirmé leur soutien continu aux droits des résidents d'Achraf et à la mise en œuvre de la Résolution du 24 avril du Parlement européen, tout en soulignant qu'ils n'accepteront jamais le déplacement forcé des résidents d'Achraf à l'intérieur de l'Irak.

Dans l'espoir de prévenir une catastrophe humaine sans précédent touchant les résidents d'Achraf, les députés ont souligné et averti qu'après la défaite de son plan précédent contre Achraf, Téhéran ouvre la voie à son objectif funeste de déplacer les résidents pour préparer leur massacre. Il est du devoir de tous les démocrates en Europe de s'opposer à ce genre de violation inacceptable des droits de l'homme.

Alejo Vidal-Quadras
Vice-Président
du Parlement européen

Les eurodéputés se disent préoccupés par les plans des mollahs pour déplacer les résidents d'Achraf en Irak

Les eurodéputés critiquent les gouvernements pour avoir ignoré les avertissements sur une catastrophe humanitaire à Achraf

Lors d'une réunion au Parlement européen le 11 novembre 2009, présidée par M. Alejo Vidal-Quadras, Vice-président du Parlement européen, et en présence de dizaines d'eurodéputés et d'un grand nombre de membres du personnel du Parlement européen, les participants ont examiné la situation actuelle au camp d'Achraf en Irak, où résident 3400 membres de l'opposition iranienne, ainsi que le soulèvement national en Iran contre la dictature religieuse.

Mme Maryam Radjavi, Présidente élue de la Résistance iranienne, était la principale intervenante. Au nombre des autres orateurs figuraient Mme Eva-Britt Svensson, présidente de la Commission des droits de la femme et de l'égalité des genres, M. Struan Stevenson, président de la délégation pour les relations avec l'Irak, M. Stephen Hughes, premier



A partir de la gauche: Astrid Lulling, Janusz Wojciechowski, Anna Rosbach, Struan Stevenson, Maryam Radjavi, Alejo Vidal-Quadras, Sari Essayah, Francisco Sosa Wagner et Mariya Nedelcheva

Vice-président du Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates et M. Vytautas Landsbergis, ancien Président de la Lituanie, M. Tunne Kelam membre de la commission des Affaires étrangères, M. Edward McMillan-Scott, Vice-président du PE, M. Søren Søndergaard, M. Jim Higgins, membre du bureau du Parlement, M. Filip Kaczmarek et M. Jean-Pierre Audy. Les représentants des États membres européens ont exprimé leur solidarité avec le soulèvement de la population iranienne et condamné la répression brutale menée par le gouvernement iranien. Ils ont déclaré qu'ils poursuivraient leur soutien aux droits des résidents d'Achraf et à la mise en œuvre de la résolution du 24 avril 2009 du Parlement européen sur Achraf.





De g. à dr: Stephen Hughes, Filip Kaczmarek, Tunne Kelam, Alejo Vidal-Quadras, Maryam Radjavi, Struan Stevenson, Eva-Britt Svensson et Jim Higgins

Le gouvernement irakien devrait regarder les rues en Iran et saisir que le régime iranien n'a pas d'avenir

Alejo Vidal-Quadras Roca
Vice-président du PE

Nous sommes très heureux d'accueillir la présidente du Conseil national de la Résistance iranienne, une très grande amie, Mme Maryam Radjavi. Elle est ici aujourd'hui, comme notre principale intervenante et invitée spéciale et distinguée.

Nous sommes nombreux dans ce parlement à soutenir et partager sa vision ainsi que le programme politique qu'elle représente, pour un futur Iran démocratique. Je tiens à adresser mes félicitations aux membres de l'OMPI à Achraf et à tous ceux ici qui ont pris part à la campagne de 72 jours ayant mené à la libération des 36 résidents d'Achraf, pris en otage par les forces de sécurité irakiennes durant leur raid violent de la fin juillet.

Dans mon voyage au camp d'Achraf en octobre de l'an dernier, j'ai eu une expérience directe de l'OMPI et d'Achraf. Avant de quitter l'Irak, j'ai dit qu'Achraf était une référence morale pour la démocratie, non seulement pour l'Iran, mais pour toute la région et le monde en général. Aujourd'hui, je voudrais ajouter et souligner qu'Achraf est un symbole de courage et de force morale, et qu'elle mérite

toute notre admiration.

Afin de complaire au régime en Iran, nos gouvernements ont maintenu le nom de l'OMPI sur la liste noire de l'UE pendant des années et lui ont rendu la vie très difficile. Mais l'OMPI n'a pas perdu l'espoir et a continué de combattre pacifiquement et démocratiquement, rassemblant le soutien de plus de 2000 parlementaires en Europe, jusqu'à ce qu'elle soit retirée de la liste noire en janvier de cette année.

Leur sincérité et la justice de leur cause, ainsi que leur volonté et détermination, nous ont fait nous tenir à leurs côtés. Aujourd'hui, le régime iranien, à travers certains éléments dans le gouvernement irakien, tente de déplacer de force les résidents d'Achraf vers des déserts éloignés dans le sud de l'Irak, où ils seront livrés à des forces hostiles, ce qui les rendrait très vulnérables.

En tant qu'ami d'un Irak démocratique et indépendant, je tiens à rappeler au gouvernement irakien de ne pas répéter les erreurs et le bain de sang de la fin juillet. Le monde ne tolérera pas les crimes contre les habitants sans défense et sans arme d'Achraf.

Le gouvernement irakien a créé un

comité chargé d'examiner la question d'Achraf. Mais il semble que ce comité n'agit pas de manière indépendante mais sous l'influence de certaines orientations extérieures venant de Téhéran. Si le gouvernement irakien veut donner une bonne impression en Europe et à ce parlement, il devrait dissoudre cette commission et traiter les résidents d'Achraf selon le droit humanitaire international. Et il devrait mettre en œuvre la résolution du Parlement européen du 24 avril de cette année. L'Irak devrait abandonner l'idée du déplacement forcé des résidents d'Achraf en Irak, mettre immédiatement fin à son blocus inhumain du camp et reconnaître le droit des résidents en vertu de la 4e Convention de Genève.

Le gouvernement irakien devrait plutôt regarder dans les rues de Téhéran et des autres villes d'Iran, et se rendre compte que ce régime totalitaire n'a pas d'avenir et que cela ne vaut pas la peine de miser sur lui.

Je crois que le soulèvement national en Iran, qui en est à son 6ème mois, ne sera jamais étouffé. Ce soulèvement a prouvé qu'il a des racines profondes dans la société iranienne. Dans les dernières manifestations, le 4 novembre, les

gens criaient ouvertement «A bas le dictateur», « A bas Khamenei». Les Iraniens ne risqueraient pas leurs vies dans les rues en soutenant telle ou telle faction au sein du régime actuel. Ils veulent vraiment renverser ce régime et le remplacer par une république laïque et démocratique.

Je voudrais profiter de cette occasion pour féliciter le chef historique de la Résistance iranienne Massoud Radjavi pour ses déclarations sur ce soulèvement. Il a activement encouragé les ayatollahs à se démarquer du soi-disant guide suprême. Beaucoup de religieux influents ont maintenant rejeté Khamenei et se joignent à l'insurrection. Et c'est très encourageant pour nous tous.

Pour terminer je voudrais exprimer ma foi en la victoire finale de la liberté en Iran. Je crois en cette victoire, parce que l'histoire l'a prouvé. Nous célébrons ces jours-ci le 20e anniversaire de la chute du Mur de Berlin, et l'effondrement des régimes totalitaires qui s'opposent à la véritable nature des êtres humains.

Le régime théocratique des ayatollahs est contre tout ce que désire la grande majorité de la population iranienne. Les Iraniens veulent vivre dans un pays où ils peuvent exprimer leur opinion sans crainte, où les opposants ne sont pas exécutés et tourmentés, où les femmes ne sont pas humiliées, mais traitées à égalité avec les hommes, où les dirigeants doivent rendre des comptes à la population, où la richesse produite par les ressources naturelles de la terre est utilisée pour enrichir le peuple et non pour financer le terrorisme ou la folie d'un programme militaire nucléaire, où toutes les religions sont tolérées et respectées et où les élections sont propres et équitables.

Madame la Présidente, vous aurez toujours les membres de ce Parlement à vos côtés, pour se battre avec vous, souffrir avec vous, espérer avec vous, et persister avec vous, jusqu'à la libération complète du peuple iranien. Merci, Madame la Présidente, pour votre dévouement et votre engagement sans faille à la cause de la liberté dans votre pays.

Le déplacement forcé des résidents est illégal et violerait le droit international

La présence des résidents d'Achraf en Irak est conforme et largement soutenue par les Iraniens

Maryam Radjavi

Présidente-élue de la Résistance iranienne

Je suis heureuse de me trouver parmi vous. Je souhaite tout d'abord vous féliciter pour votre victoire aux élections. Cela fait plusieurs législatures que je constate le soutien actif des eurodéputés à un changement démocratique en Iran. Permettez-moi de rendre hommage au rôle des eurodéputés, en particulier au Comité des amis d'un Iran libre et au Comité international pour l'application de la justice, en soutien à la Cité d'Achraf.

Il y a juste une semaine, le 4 novembre, la population s'est encore soulevée en Iran. Si l'on compare avec les révoltes des cinq derniers mois, les manifestations ont touché beaucoup plus de villes. A Téhéran et dans vingt grandes villes, cette fois, la population est descendue en plus grand nombre dans la rue, de tous les âges et de toutes les couches sociales.

Ils avaient tous une demande en commun : le changement de régime. A Téhéran, ils ont arraché les portraits de Khamenei, le guide suprême des mollahs, pour les piétiner. Les manifestants ont critiqué la mollesse d'Obama vis-à-vis du régime iranien. Dans leurs slogans ils criaient qu'ils ne voulaient pas de la bombe atomique et qu'ils voulaient la paix pour le monde et la démocratie pour l'Iran. Oui c'est le vrai cri du peuple iranien. Le 4 novembre, comme l'a déclaré Massoud Radjavi, le dirigeant de la Résistance iranienne, « tout indique qu'il existe une volonté nationale pour renverser le régime honni du guide suprême et parvenir à la liberté et à la souveraineté populaire ».

En face, le régime a intensifié la

répression de la société, son ingérence dans les pays de la région et la fabrication de la bombe atomique.

Les mollahs ont une feuille de route très claire. Ils ont transformé les négociations, selon les ordres de Khamenei, en progression étape par étape dans la fabrication de la bombe. Ils font avancer trois projets en même temps : l'enrichissement de l'uranium, le développement des missiles et la fabrication des têtes nucléaires. Ils poursuivent actuellement le projet P-111 pour la fabrication des ogives nucléaires.

En même temps, ils visent l'enrichissement de l'uranium à 20% en Iran. C'est pourquoi en demandant d'acheter de l'uranium à l'étranger, ils veulent dès le premier prétexte, commencer à enrichir eux-mêmes de l'uranium à 20%.

En fait, après le soulèvement populaire, le régime a plus que jamais besoin de la bombe pour retrouver son équilibre, c'est pourquoi, la communauté internationale doit faire preuve de fermeté à son encontre.

Avec la nouvelle période qui s'ouvre en Iran, la Résistance du peuple iranien, sa solution et ses perspectives revêtent un rôle déterminant. Permettez-moi ici de résumer en quelques mots le projet politique de la Résistance iranienne :

- Notre but est d'éliminer le régime du guide suprême et d'instaurer une démocratie pluraliste.
- Notre solution est la Troisième Voie qui rejette à la fois la complaisance avec les mollahs et une intervention militaire étrangère. Elle s'appuie sur un changement démocratique par le peuple iranien et sa Résistance. C'est une solution dont le soulèvement du

d'Achraf en Irak ternational

me au droit international kiens

peuple iranien a démontré la justesse;

- Nous avons constamment appelé à des élections libres en Iran et le faisons encore. Des élections libres sous l'égide des Nations unies, sur la base du principe de la souveraineté populaire et non de la suprématie du guide religieux.

Face à la dictature religieuse, nous nous appuyons sur le peuple iranien et la solidarité nationale. La fin du régime du guide suprême est l'objectif commun de la grande majorité du peuple iranien, quelles que soient les tendances politiques, l'opinion, l'origine ethnique ou la religion. La Résistance iranienne a présenté un plan de front de solidarité nationale. Ce front est ouvert à tous les partis, groupes et personnalités qui veulent la fin de ce régime dans sa totalité et l'instauration d'une république laïque.

Dès le début du soulèvement national, nous avons même appelé la faction vaincue du régime, à rejeter cette dictature dans sa totalité. Nous lui avons souhaité la bienvenue dans le cadre de ces conditions.

Ces derniers mois, lorsqu'à la demande des mollahs, les forces irakiennes ont attaqué le camp d'Achraf, l'ensemble des groupes et personnalités iraniennes, d'opinions diverses, voire opposées, ont condamné cette agression d'une seule voix. Cette unanimité sans précédent montre l'avancée de la solidarité nationale entre Iraniens

En ce qui concerne l'avenir:

- Nous voulons l'instauration d'une république laïque et pluraliste ;
- Dans l'Iran de demain, la torture et la peine de mort seront abolies ;
- Les femmes bénéficieront de

droits égaux aux hommes, notamment à la direction politique ;

- Nous voulons un Iran dénucléarisé ;
- Nous voulons des relations pacifiques et amicales avec nos voisins et tous les pays du monde.

Parallèlement au massacre des manifestants, les mollahs continuent leur complot et leur répression contre la Cité d'Achraf en Irak, où vivent 3400 membres de l'organisation des Moudjahidine du peuple d'Irak, car ils jugent nécessaire de réprimer Achraf pour contenir la révolte en Iran.

Ils ont cette fois décidé de faire déplacer les Achrafiens à l'intérieur de l'Irak pour pouvoir les massacrer à une plus grande échelle. Cela démontre surtout les graves dangers qui menacent les mille femmes d'Achraf.

Le déplacement forcé des résidents d'Achraf sur le territoire irakien, après 23 ans de séjour légal dans ce pays, est contraire à la loi, au droit humanitaire international et au droit international sur les droits de l'homme. La présence des résidents d'Achraf est conforme au droit international, et bénéficie du vaste soutien de la population irakienne.

Comme nos avertissements sur la menace du régime contre Achraf n'ont pas été entendus l'an dernier, les mollahs ont eu les mains libres pour le massacre du 28 juillet. J'espère que cette fois, les gouvernements et la communauté internationale entendront ces avertissements.

Nous proposons une solution très claire pour Achraf :

- L'ONU doit interdire officiellement tout déplacement forcé des résidents d'Achraf sur le territoire irakien
- Jusqu'au retrait de ses troupes fin 2011, le gouvernement américain doit apporter les garanties nécessaires pour empêcher toute attaque, violence contre les résidents d'Achraf ou leur déplacement forcé.
- Le gouvernement irakien doit



respecter la résolution du 24 avril du Parlement européen, lever le blocus d'Achraf, reconnaître les droits des résidents selon la 4e convention de Genève et empêcher leur déplacement forcé.

Pour parvenir à cette solution, j'ai besoin de votre aide.

Je dois rappeler que la Cité d'Achraf a été entièrement construite par ses habitants et que tout a été financé par la Résistance. Depuis le début, en 1986, Achraf est une zone respectée. C'est une mesure reconnue dans les années 1990 par l'ONU. C'est pourquoi elle doit continuer à être respectée et protégée de toute violation.

Aujourd'hui, le régime, qui est entré dans sa phase terminale, est cerné par le soulèvement populaire.

Nous appelons les Etats membres de l'Union européenne d'adopter une politique de fermeté dans la défense des droits de l'homme en Iran et de ne pas permettre au régime des mollahs d'utiliser ses relations économiques et diplomatiques avec l'Europe pour justifier la répression en Iran.

Mes compatriotes placent plus que jamais en vous l'espoir d'un soutien à une solution iranienne pour un problème iranien.



Nous condamnons un déplacement forcé des résidents d'Achraf en Irak

Eva-Britt Svensson, eurodéputée suédoise
Présidente de la commission des droits des femmes et de l'égalité des genres

Lorsque l'on regarde les récentes manifestations en Iran, on voit dans les rues de nombreuses femmes et jeunes filles. C'est parce que chez les intégristes islamistes, les femmes sont les plus réprimées. Par conséquent, dans ce grand soulèvement en Iran, les femmes ont un rôle de premier plan et méritent tout notre soutien, pour un Iran démocratique et laïque. Il n'est pas étonnant que le nom et la photo de Neda soient devenus des symboles de l'opposition iranienne.

Nous avons aussi été très troublés par les nouvelles venant d'Irak et du camp d'Achraf. Comme vous le savez, il y a un milliard de femmes à Achraf et nous sommes très inquiets à leur sujet. Les femmes en Iran sont motivées par la résistance et encouragées par leurs sœurs d'Achraf.

Nous condamnons tout déplacement forcé des résidents d'Achraf en Irak. Les Nations Unies devraient clairement empêcher davantage de violations par les forces irakiennes contre les membres de l'OMPI à Achraf, en particulier les femmes. La Résolution du Parlement européen du 24 avril 2009 sur Achraf, doit être respectée par l'Irak. Si l'Irak veut être considéré comme un pays indépendant et démocratique, il doit mettre fin à ces pressions sur Achraf et de les traiter humainement. Vous avez toute ma solidarité et mon soutien.



Les Iraniens veulent la démocratie et choisir celui qui les gouverne

Søren Søndergaard, eurodéputé danois

Je tiens à exprimer mon admiration pour le peuple courageux d'Iran. Ce que nous voyons aujourd'hui en Iran, c'est que l'on peut réprimer un peuple, on peut violer les droits d'un peuple, mais en fin de compte le peuple se révolte. Le peuple iranien veut la démocratie et le droit de choisir celui qui le gouverne.

Je tiens aussi à saluer les résidents d'Achraf. Pendant longtemps, la Résistance iranienne nous a dit que ces personnes étaient en danger. Beaucoup ne l'ont pas cru. Je le sais avec certitude parce que dans mon propre pays, au Danemark, nous avons soulevé cette question auprès du gouvernement. Nous avons dit qu'il y aurait un problème, mais ils ne l'ont pas cru. Et qu'avons-nous vu? Nous avons vu que la Résistance avait raison. Ils étaient en danger, ils ont été attaqués. Ils ont été privés de leurs droits, ils ont été violemment attaqués.

Par conséquent, il était également très important qu'ils lancent une campagne pour sauver leur vie qui était en danger. Non seulement la vie des 36 personnes était en danger, mais aussi l'idée-même de la résistance à la tyrannie en Iran. Cette idée était en danger. C'est pourquoi il était si important que la campagne réussisse et ils ont été libérés.

Mais nous savons que le combat n'est pas fini. Le blocus se poursuit. Même si l'Union européenne et



Je souhaite à l'Iran et aux Iraniens la liberté et la paix

Filip Kaczmarek, eurodéputé polonais

Aujourd'hui, deux pays célèbrent leur fête d'indépendance. C'est l'Angola et la Pologne. Je suis originaire de Pologne. Je pense que c'est un jour tout à fait symbolique pour parler de l'Iran.

L'Angola a sombré 27 ans dans une guerre civile après son indépendance. Il y avait donc l'indépendance, mais il n'y avait pas de paix dans ce pays.

Dans mon pays, en Pologne, nous avons été indépendants après la Seconde Guerre mondiale, mais il n'y a pas eu de liberté pendant de nombreuses années.

Vous luttez depuis plus de 23 ans en soutien au peuple iranien. Je souhaite donc à l'Iran et aux Iraniens la liberté et la paix, parce que l'indépendance, ce n'est pas tout.

beaucoup de personnes à travers le monde ont appelé à la fin du blocus, même si de nombreuses personnes ont demandé que ces habitants soient traités conformément à la Convention de Genève et que leurs droits soient respectés, en dépit de cela, ils sont encore en grand danger. C'est pourquoi nous devons poursuivre la campagne.

Je suis très heureux d'être ici. Je vous salue tous, et en premier lieu, je salue le peuple courageux d'Iran.



Nous devons nous assurer que les résidents d'Achraf ne seront pas déplacés

Jim Higgins, eurodéputé irlandais
Membre du bureau du Parlement

Je tiens à vous remercier Monsieur le Président, parce que je pense que vous avez résumé pour chacun d'entre nous exactement nos sentiments collectifs. C'était une intervention très puissante et une démonstration de notre solidarité et de notre soutien à l'OMPI et à la campagne que vous menez et sur laquelle je n'ai aucun doute, exerçant toutes les pressions internes dans le pays-même, et les pressions politiques à l'extérieur, ce qui est absolument crucial.

Ce partenariat finira par aboutir à ce que nous voulons, c'est-à-dire à la vision de Mme Radjavi – qui est particulièrement la bienvenue – à savoir un Iran laïque, pluraliste et non nucléaire. C'est ce pourquoi nous sommes ici aujourd'hui, pour faire avancer cet agenda et nous allons continuer à encourager ce programme jusqu'à la réalisation de ce rêve particulier.

Ce que nous recherchons c'est un gouvernement du peuple par le peuple, pour le peuple. Ce que nous recherchons, c'est une démocratie libre pour débarrasser l'Iran du régime tyrannique qui, malheureusement, foule aux pieds les droits du peuple.

Je veux d'abord dire que je suis admiratif du fait que vous avez réussi à maintenir le soulèvement en cours. Il est parfois facile de déclencher une émeute, mais le véritable test est de savoir si oui ou non on peut maintenir

ce soulèvement et sa dynamique.

Nous célébrons cette semaine en Europe la chute du mur de Berlin il y a plus de 20 ans. Nous nous souvenons de ce qui s'est passé lors du soulèvement de 1956 en Hongrie. Les Russes étaient arrivés pour le réprimer en une nuit et ce fut la fin de la révolution. Ce fut la fin de l'insurrection. Nous avons eu la même situation en Tchécoslovaquie, sous la direction de Dubček, à nouveau réprimé, et ce fut la fin de l'insurrection. Mais ce que j'admire dans cette révolte c'est que vous avez réussi à la maintenir vivace, et c'est ce qui est d'une importance cruciale.

Du point de vue des résidents du camp d'Achraf, encore une fois je les admire pour leur solidarité et leur résistance à une invasion d'un espace qui aurait dû être une zone à l'intégrité territoriale absolue. Malheureusement, cela n'a pas été reconnu par les troupes et la police qui l'ont envahi et nous en avons vu le prix en termes de perte de vies humaines, de grève de la faim, etc.

J'ai eu le plaisir de m'exprimer devant le Parlement européen en faveur des grévistes de la faim à leur 66e jour, juste après qu'ils aient entamé la grève sèche. Nous savons d'expérience en Irlande du Nord, mais c'est une situation totalement différente, qu'une fois que vous entrez en grève sèche, il s'agit d'une question de jours.

Jecroisquelapressioninternationale exercée par l'Union européenne et l'ONU a été essentielle pour faire voir aux autorités la lumière et permettre à ces gens de cesser leur grève de la faim dans la dignité et de les libérer. Il n'y a donc aucun doute que, s'il n'y avait pas eu de pression internationale, ces braves grévistes de la faim ne seraient pas là aujourd'hui. Ainsi donc la pression paye vraiment.

Et le dernier point mais non le moindre: Comme il y a le délai de décembre par rapport à leur déplacement, il est vital que nous choissions cet élan et la pression pour que ce déplacement n'ait pas lieu.

Car si le déplacement a lieu, il s'agira d'un massacre de masse, dont nous ne voulons pas. Ce que nous voulons, c'est qu'effectivement sur le front international, nous assurions que cela ne se fera pas. Donc nous vous soutenons Mme Radjavi à 100% et je ne doute pas qu'avec le dynamisme interne et externe et les efforts communs, nous finirons par voir se réaliser votre rêve d'un Iran démocratique.



Ce dont nous avons besoin, c'est de faire bouger l'UE

Vytautas Landsbergis, eurodéputé
Ancien président de Lituanie

Permettez-moi de m'exprimer sur ce qui s'est passé au camp d'Achraf. Pour moi, c'est la situation la plus inhabituelle, non seulement pour l'Irak et les Iraniens de ce camp, mais aussi pour l'ensemble de la civilisation occidentale. Il existe une situation dans laquelle beaucoup se battent pour les droits du peuple, pour la simple justice avec des moyens extrêmes comme la grève de la faim jusqu'à la mort. Comme nous pouvons le voir, une partie de l'Irak, sinon encore la totalité, tombe de plus en plus sous la coupe de Téhéran pour en devenir un satellite politique.

Si le Premier ministre [de l'Irak] est autorisé à liquider le camp d'Achraf et à renvoyer ses habitants d'Irak, sans doute pour satisfaire les mollahs iraniens, quels moyens leur seront laissés pour leur légitime défense et la défense de la dignité humaine partout dans le monde? Devons-nous attendre que 2000 personnes fassent la grève de la faim? C'est sans doute la seule chose capable de déplacer les montagnes. Peut-être que 2000 personnes devraient se laisser mourir de faim, afin de changer l'indifférence d'une Europe dégradée et corrompue. Je ne peux pas penser à une chose pareille, mais nous devrions être en mesure de tout prévoir, non seulement le massacre des gens, mais aussi l'ultime forme de résistance pacifique, si des gens sont laissés sans autre alternative.



Une tâche aux dimensions planétaires

Jean-Pierre Audy, eurodéputé français

Je voudrais dire d'abord ma très grande admiration pour la démarche que vous conduisez, votre courage, également la confiance sur les objectifs que vous vous êtes assignés avec votre peuple et bien sûr le soutien qui est celui des hommes de bonne volonté.

En vous voyant je pense à l'ouvrage de Jacques Chirac qui dit « chaque pas est un but ». Votre visite aujourd'hui c'est un pas vers votre but. Je voulais vous dire combien votre tâche est difficile, mais je crois que c'est une tâche qui présente des dimensions planétaires, c'est-à-dire que tant que nous n'aurons pas la paix et la démocratie dans votre belle nation, nous serons face à tout un ensemble d'enjeux très considérables.

Je crois que vous avez mille fois raison de refuser les interventions extérieures, qu'il s'agisse de la complaisance ou des interventions militaires. On l'a vu dans d'autres situations. C'est le peuple iranien qui est confronté à cette souffrance, à ces épreuves et donc la solution, l'énergie, le ressort doit se trouver au sein du peuple.

Je voudrais faire un compliment sur les membres de votre nation qui nous informent et qui sont des hommes de très grande qualité et qui me permettent d'être présent à cette réunion. Je voulais leur témoigner également une reconnaissance.

La dictature iranienne ne durera pas longtemps

Tunne Kelam, eurodéputé estonien
Membre de la commission des Affaires étrangères

Pourquoi un eurodéputé du nord-est de l'Europe devrait s'intéresser au sort de ces personnes ? La réponse est très simple : parce que la solidarité ne peut se diviser. Nous partageons les mêmes valeurs, le même engagement envers ceux qui s'opposent à la dictature et à la répression des droits de l'homme.

J'ai eu de la chance. Nous avons été parmi les derniers il y a un an, avec Alejo Vidal Quadras, et deux autres collègues qui ont maintenant quitté le parlement, à visiter le camp d'Achraf. Cela nous a laissé une impression unique et positive de personnes dévouées, non armées, et qui ne sont terrorisées par aucun pouvoir. J'ai lu aujourd'hui l'article de l'International Herald Tribune, dont je dirais, pour employer un euphémisme, qu'il est trompeur. Le peuple, les parlementaires qui ont visité Achraf devraient être aveugle et sourd. Nous ne pensons pas l'être. Nous sommes revenus avec les impressions les plus positives. Le fait est qu'Achraf n'est pas un problème isolé, ce n'est pas seulement un camp de réfugiés parmi d'autres.

Les gens d'Achraf et de l'opposition iranienne ont été ceux qui ont informé l'opinion internationale sur le programme nucléaire secret, il y a déjà quelques d'années. Toutes ces attaques contre l'OMPI sont, en quelque sorte, la reconnaissance de leur importance et de leur rôle pour tenter d'introduire la démocratie en Iran. C'est une reconnaissance de leur potentiel et c'est bien sûr, sur un plan international, une question morale qu'il est nécessaire de soutenir.

Je suis très heureux que le Parlement européen à la fin du mois d'avril ait été en mesure d'adopter la présente résolution spéciale sur la protection des habitants d'Achraf.

Mais juste au début de l'été, je pense que l'opinion internationale a pu voir la démonstration du message que l'OMPI nous a répété maintes fois, qu'elle est en position de force en Iran contre la dictature. Or à présent, les gouvernements occidentaux



apportent au moins un soutien moral aux manifestants en Iran, alors qu'au moment, hypocritement, ils essayent de détourner leurs regards de ce qui se passe à Achraf.

Je pense donc que nous devons faire face à une situation très critique.

L'article d'aujourd'hui, cite le Premier ministre du gouvernement irakien, disant que « le gouvernement veut rejeter ce groupe hors d'Irak. C'est notre but de les faire partir du pays. Nous avons assez de soucis comme ça, sans eux. » Donc, le message est très clair.

Ce que nous pouvons faire, c'est vraiment de coller, d'insister pour que les autorités irakiennes qui sont intéressées par de bonnes relations et le développement économique, passe le test d'être prêtes à honorer leurs engagements, la primauté du droit et des droits des citoyens et des minorités.

Le mur de Berlin a été mentionné plusieurs fois ici. Je pense que c'est un bon présage. Il y a 20 ans, personne ne s'attendait à ce que le mur de Berlin tombe et que la liberté s'instaure en Europe centrale et orientale. Cela s'est fait. Donc, nous pouvons être optimistes, la dictature du régime iranien ne durera pas.

C'est grâce à cela et à cause du fait que contre toute attente, 36 personnes en prison et en grève de la faim ont été sauvées au dernier moment, que chaque effort, chaque personne qui enverra des signaux, mettra la pression sur nos gouvernements, compte. Et si nous faisons ce que nous pouvons, je pense que nous pourrions partager la victoire de la nation iranienne qu'elle a bien méritée.



Toutes nos voix seront entendues et feront la différence

Struan Stevenson, eurodéputé britannique
Président de la Délégation pour les relations avec l'Irak

Les Iraniens sont bien conscients et risquent chaque jour leur vie quand ils descendent dans la rue pour protester et réclamer, non pas l'élection de Moussavi qui a depuis longtemps disparu, mais la liberté, la démocratie, les droits de l'homme, le respect des droits des femmes. Ils demandent en fait tout ce pourquoi Mme Radjavi, le CNRI et l'OMPI résistent depuis des décennies.

Ici, au Parlement européen, nous nous prévalons d'être au cœur des institutions démocratiques de l'Europe, de soutenir toutes ces libertés, nous sommes fiers de faire avancer ce programme, mais que faisons-nous dans le cas de l'Iran et cette agression flagrante ? Nous voyons tous les jours, la course aux ogives nucléaires, nous le savons par les renseignements fournis par l'OMPI elle-même. C'est elle qui a apporté à l'Occident ces informations sur la production d'armes de destruction massive en Iran. Les agences de renseignement occidentales ont été incapables de les découvrir. Ces Moudjahidine du peuple risquent toujours leur vie quotidiennement pour nous apporter des renseignements à jour dans ce domaine.

Et que fait l'Occident ? Au lieu de soutenir l'opposition, nous les avons d'abord mis sur la liste terroriste de l'UE, ils sont encore sur la liste terroriste américaine. Les gouvernements qui ont été complices de les avoir mis sur la liste terroriste de l'UE ont livré de nombreuses batailles judiciaires pour tenter de préserver cette fausse façade. Et parce que nous les avons soutenus et que nous avons eu l'appui massif des forces du bien, nous avons gagné. Il y a une justice en

Europe, mais nous devons encore retirer l'OMPI de la liste noire des États-Unis.

Alors que la population en Iran, les jeunes, descendent dans la rue et ne montrent aucune crainte, nos gouvernements tremblent de peur quand ils traitent avec le régime des mollahs. Ils craignent de perdre leurs contrats lucratifs, leurs intérêts commerciaux, ils craignent le renversement d'un gouvernement, même s'il s'agit d'une dictature oppressive.

L'attaque contre le camp d'Achraf le 28 juillet avec des véhicules blindés écrasant des civils innocents non armés, qui étaient tabassés au sol, qui étaient abattus, a fait 11 tués. Et ce après des mois passés dans cette maison, avec tous nos collègues, tous les supporters du CNRI, à avertir que cela allait se produire. Mais est-ce que la Commission européenne a pris des mesures ? Est-ce que Javier Solana a pris des mesures ? Est-ce que Mme Ferrero Walden a pris des mesures ? Est-ce que l'ONU est intervenue ? Non ! On nous a ignorés. Onze personnes ont perdu la vie ! 500 personnes ont été blessées, 36 détenues en otage, même illégalement, au mépris de la propre justice de l'Irak.

Et voilà que nous avons entendu à maintes reprises la menace que le camp sera fermé de force et que les 3400 personnes qui y vivent seront déplacées de force dans une zone désertique dans le sud de l'Irak.

Je peux déjà vous dire que si cela arrive, il y aura un massacre. Si 11 personnes ont été tuées lorsque les autorités irakiennes ont pénétré de force dans la base d'Achraf, contre une population désarmée de réfugiés civils, alors il y aura un massacre si les 3400 personnes seront déplacées de force. Nous aurons tous collectivement la responsabilité de ce sang sur les mains. Est-ce là ce que l'Europe veut ? Pourquoi la Commission ne prend-elle pas de mesures ? Pourquoi la Croix-Rouge ne crie-t-elle pas sur les toits que ces personnes doivent être protégées ? Quel mal ont-elles fait ? Elles vivent là depuis 23 ans. Elles ne sont pas armées et ne sont une menace pour personne.

Je suis donc très heureux aujourd'hui de voir le poids énorme du soutien dont le CNRI et l'OMPI disposent dans ce parlement. Et à coup sûr, collectivement, toutes nos voix seront entendues et feront la différence.

J'ai toujours cru que le mal ne pouvait prévaloir et un régime qui opprime son propre peuple, et qui exporte aussi la terreur à travers le Moyen-Orient, qui menace maintenant la stabilité de tout le Moyen-Orient et même au-delà, qui menace la stabilité de la paix mondiale, ne pourra prévaloir. La bonne volonté l'emporte toujours, et j'ai vu aujourd'hui dans cette salle les forces du bien.

Mme Radjavi vous avez la promesse de notre soutien comme vous l'avez toujours eue dans le passé, et je sais qu'un jour, nous tous ici présents, nous marcherons avec vous en toute liberté à Téhéran.



Ce qui s'est passé à Achraf est un crime contre l'humanité

Stephen Hughes, eurodéputé britannique
Premier Vice-Président du Groupe de l'alliance des Démocrates et des Socialistes

Je suis heureux d'être ici aujourd'hui à la tribune aux côtés de Madame Radjavi. Je pense que ce qui est arrivé à Achraf et les menaces qui pèsent sur les habitants du camp, sont littéralement des crimes contre l'humanité. Certains gouvernements européens ont pris des mesures, certains ont parlé, mais un trop grand nombre n'ont rien dit. Un trop grand nombre ont essayé une diplomatie discrète dans les coulisses, un trop grand nombre ont prétendu qu'il n'y avait pas de problème du tout. Voilà pour l'Europe. Les États-Unis ont été encore plus assourdissants en termes de silence.

Vous avez des amis ici, vous en voyez tout l'éventail politique. Nous continuerons à travailler ensemble pour nous assurer que l'attention du monde se porte sur les injustices que vous continuez à subir.

Je pense que le moment est venu pour nous de faire un appel dès maintenant à l'ONU pour vraiment juger les délits et agir dans certaines parties du monde où ce genre de crime se produit. Nul n'aurait dû leur permettre de durer aussi longtemps.

Je suis fier d'être associé à l'OMPI et à mes collègues ici présents à ce panel. Et je continuerai à travailler avec eux pour être sûr qu'ils avancent.

